



# Lettre ouverte

## Un autre avenir pour l'industrie automobile



Le 04 juin 2020

Madame, Monsieur,

Le gouvernement annonce un plan de soutien au secteur automobile de 8 Milliards d'Euros et un plan d'aide au constructeur RENAULT de 5 Milliards d'Euros qui serait conditionné à la création d'une filière pour les voitures de demain, électriques, hybrides et hybrides rechargeable. Malheureusement, ces véhicules ne sont pas fabriqués en France, mise à part la Zoé, et encore, pas les principaux organes électriques (batterie, câblage) qui sont importés d'Asie.

Dans le même temps, RENAULT annonce un plan d'économie de 2 Milliards d'Euros qui va impacter cinq usines en France avec la suppression de 4600 emplois. RENAULT fait le choix de poursuivre sa politique de délocalisation engagée depuis quinze ans.

La baisse des volumes de production de véhicules en France va impacter les autres usines et en particulier les fournisseurs comme les Fonderies du Poitou.

Pourtant il existe des solutions pour rééquilibrer les productions entre la France et l'étranger, c'est le sens des propositions de la CGT. Il est possible et indispensable de développer et d'utiliser au mieux, l'ingénierie et l'outil industriel de RENAULT en France :

- En rééquilibrant les volumes de fabrications des usines RENAULT à travers le monde, la France peut produire au moins 1million de voitures en France tout en conservant des marges honorables.
  - En relocalisant des Clio, des Captur, des Méganes vendues majoritairement en France
  - En localisant une partie des hybrides (Clio, Captur) et véhicules électriques (Twingo) fabriqués en Espagne et en Turquie.
  - En fabriquant les 150 000 DACIA Sandéro et Duster vendues en France.

Ce qui permettrait d'alléger les usines turques et espagnoles qui travaillent à minima 6 jours sur 7, et par la même occasion réduirait l'empreinte carbone et les coûts fixes des usines Françaises.

- En investissant dans la production à très court terme dans la fabrication d'un petit véhicule électrique populaire, vendu moins de 10 000€ avec les aides de l'Etat, sur une plateforme déjà existante. Ce projet a été validé par les équipes de direction en 2016.
- En réintégrant au sein de l'ingénierie des activités pour se réappropriier des métiers et conserver la maîtrise technologique pour redevenir un constructeur innovant.

Ces propositions de la CGT portent des solutions d'avenir pour le groupe RENAULT et permettent de développer l'emploi dans toute la filière automobile en France. Elles permettraient également de soutenir



# Lettre ouverte

## Un autre avenir pour l'industrie automobile



les sous-traitants qui ont les compétences et la capacité industrielle pour répondre au défi du véhicule de demain.

Pour les Fonderies du Poitou, il suffirait que RENAULT réoriente une partie de sa production pour que les 600 emplois soient garantis :

- Pour la Fonte, l'attribution du carter K9 Gén8 actuellement fabriqué en Espagne et le carter M9T qui est monté sur tous les véhicules utilitaires de l'alliance Renault-Nissan, fabriqué pour sa part en Allemagne, permettrait de soutenir l'activité et de laisser du temps pour engager la diversification que Liberty avait promis.
- Pour l'aluminium, l'attribution de culasses de dernière génération, montées sur les véhicules hybrides (Clio, Mégane, Captur), et des pièces de liaison au sol pour les véhicules électriques, pourrait garantir un avenir qui respecterait les enjeux écologiques demandés par le gouvernement.

Madame, Monsieur, le maintien d'une industrie automobile en France ne pourra passer que par un véritable soutien financier qui doit être conditionné à une revitalisation des usines et un retour des productions qui sont vendues en France.

Il y va de la survie, non pas d'un constructeur, mais bien de toute la filière automobile en France. L'avenir des Fonderies du Poitou est suspendu aux décisions politiques du gouvernement et de la direction du Groupe RENAULT. En liquidant la filière automobile Française, toutes les activités qui gravitent autour de la fabrication de voitures sont impactées et c'est aussi l'assèchement des budgets des collectivités locales et territoriales.

Il vous appartient de prendre en considération l'avenir de l'industrie automobile et particulièrement celui des Fonderies du Poitou largement menacé.

Veillez, Madame, Monsieur, agréer nos sincères salutations.

Thierry WAYE  
Délégué syndical  
Liberty Foundry Poitou

Jean-Philippe JUN  
Délégué syndical  
Liberty Aluminium Poitou